



Consultation sur le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales

Samedi 24 juin 2006
ANNONCE DES RESULTATS

Intervention de Pascal BEAUDET – Maire

Mesdames, Messieurs,

C'est avec une certaine fierté que je m'adresse à vous ce soir.

Fier de m'être engagé avec la municipalité à vos côtés pour que cette initiative sur le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers non européens puisse être organisée en dépit des tentatives du gouvernement d'empêcher cette consultation.

Oui je suis fier que malgré les obstacles qu'il a fallu surmonter pour populariser cette initiative, 2637 Albertivillariennes et Albertivillariens se soient déplacés pour donner leur avis sur une question qui interroge l'avenir de notre pays et plus singulièrement celui de nos banlieues.

Je veux d'abord féliciter et remercier celles et ceux qui pour la première fois se sont déplacés et ont pu s'exprimer sur un sujet qui les concerne au premier chef. Il y avait dans ce geste une grande dignité et beaucoup d'émotion.

Je veux aussi remercier le collectif d'associations, de formations politiques, de syndicats, d'élus, de personnalités qui a porté cette initiative, multiplié les débats et rencontres pour mobiliser la population.

Après Saint-Denis, Stains, le Blanc Mesnil, Bondy, en votant oui nos concitoyens se sont prononcés majoritairement pour mettre fin à une discrimination insupportable, pour que chaque habitante, chaque habitant compte pour un-e, pour que l'égalité des droits soit bien le socle sur lequel peut se construire la citoyenneté et le vivre ensemble.

Vous disant cela, je pense à ces jeunes qui, nombreux, ont participé le 16 juin à la rencontre d'une ville et de sa jeunesse organisée à la maison commune. J'y pense car je crois que les révoltes qui parfois sourdent et éclatent dans notre pays sont nées aussi de ce processus d'exclusion qui a privé et prive encore certains de leurs parents d'un droit fondamental celui de donner son avis sur les affaires de la cité et d'être représenté dans les instances électorales.

A travers le vote d'aujourd'hui, s'exprime la volonté de vivre ensemble et à construire ensemble un nouveau lien social.

Comme l'a fait le maire de Saint-Denis, je lance un appel à tous les pouvoirs, à toutes les institutions : arrêtons d'exclure ! Finissons-en avec l'existence de citoyens de seconde zone !

Ayons enfin l'intelligence de penser que sans l'égalité des droits il n'y a pas de cohésion sociale possible !

La France est à la traîne, l'Irlande, la Suède, le Danemark, les Pays Bas, la Lituanie, la Slovénie, le Luxembourg, les Etats-Unis, la Suisse ont accordés le droit de vote selon des modalités diverses aux résidents étrangers. Ne soyons pas le dernier pays d'Europe à reconnaître ce nouveau droit.

Modestement mais avec détermination, Aubervilliers porte cette exigence de justice et de dignité.

Les référendums et les consultations organisés par nos villes sont une première étape dans la conquête d'un nouveau droit.

J'ai entendu le 26 mars dernier au soir du référendum organisé à Saint-Denis tous les représentants des formations politiques de gauche s'engager pour que ce droit soit inscrit dans la constitution de notre pays. C'est une promesse qu'il faudra tenir le moment venu.

En attendant, il nous faut tous ensemble continuer le combat pour affirmer qu'il est grand temps que cette égalité du droit de vote et du droit d'être élu, soit enfin une réalité pour des millions de personnes qui contribuent à produire les richesses de notre pays, qui habitent nos communes depuis des décennies, et participent à la vie sociale et culturelle de nos villes.

Je manquerais, je crois, à mes obligations de maire si j'omettais de dire un mot en direction de celles et ceux qui aujourd'hui et souvent pour des raisons très différentes ont voté non.

Je veux d'abord leur dire merci de s'être déplacés et d'avoir donné leur avis.

Ce non exprime, je le sais, bien d'autres choses que le refus d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux résidents étrangers.

Il porte souvent les inquiétudes et la mal-vie qui touchent de trop nombreux citoyens et plus particulièrement dans nos villes de banlieue si souvent trop mal traitées par les politiques d'Etat. Il est aussi une conséquence de la chasse aux boucs émissaires que développent les politiques sécuritaires, les amalgames condamnables entre l'immigration et la délinquance.

Mais ce n'est pas en collant de très près ou de loin à ce que dit la droite extrême que nous pourrons solutionner les problèmes que rencontre notre pays. C'est au contraire en travaillant pour réduire les inégalités, pour que chaque citoyen-ne ait les mêmes droits et les mêmes devoirs que nous y parviendrons.

Je me réjouis que 72,09 % de ceux qui ont aujourd'hui voté aient choisi ce chemin.

Face à des enjeux majeurs de société, et lorsque ces enjeux touchent à des domaines aussi essentiels que la dignité humaine, le rôle des élus, et plus largement de toutes celles et ceux qui participent à la vie politique et publique, est de porter des exigences nouvelles, de les faire progresser dans l'opinion, et de les inscrire dans la réalité, en s'appuyant sur l'adhésion de la population.

Je suis fier qu'ensemble nous ayons fait ce choix, que nous l'ayons fait avec la conviction que le rôle de la politique ne consiste pas seulement à relayer des inquiétudes, mais surtout à changer des réalités quand elles nous semblent profondément injustes.

Cette consultation est aussi un moyen de dire, d'affirmer que la citoyenneté n'est fondée ni sur le mythe du sang, ni sur la juxtaposition de communautés ethniques, mais bien sur l'égalité des droits.

C'est cette exigence qu'ensemble ici à Aubervilliers nous avons fait avancer aujourd'hui.

Merci à vous tous et vous toutes, qui avez tant donné de vous-mêmes pour faire avancer une cause juste. Merci aux associations qui ont estimé de leur devoir de s'engager dans cette bataille de la citoyenneté. Merci aux personnels de la Ville qui nous ont aidé à préparer cette initiative.

Ce soir, Aubervilliers rejoint d'autres villes du 93 pour montrer que ce département aspire avant tout à vivre dignement, en considérant chaque femme et chaque homme comme un-e citoyen-ne à égalité de droit. Merci à tous d'avoir fait avancer la République à laquelle nous croyons : libre égale et fraternelle.

Tel doit être le socle de nos valeurs communes à tous : liberté, égalité, fraternité !